

JM Prévention
 Jean Marc FLEURY
 4, rue de la Varenne
 55000 - VARNEY VAL D'ORNAIN
 Tél. 06 16 27 14 91
 Mail : jmf@jemprevention.fr

Coordonnateur SPS Conception	Coordonnateur SPS Réalisation
M. Jean-Marc FLEURY	M. Jean-Marc FLEURY
4, rue de la Varenne 55000 - VARNEY VAL D'ORNAIN	4, rue de la Varenne 55000 - VARNEY VAL D'ORNAIN

Rénovation d'un bâtiment en logements et construction de 4 maisons individuelles

Située : 75-77, rue Paul Vaillant Couturier
à 51100 - REIMS

**Opération des travaux de rénovation d'un bâtiment en 5
logements et construction de 4 maisons**

Opération de niveau 2 au sens du décret du 26 décembre 1994

PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

MAITRE DE L'OUVRAGE :

Le Foyer Rémois
 8, Lanson - C.S. 10060
 51722 - REIMS

☎ : 03 26 89 69 53

Mail : S.ABDICHE@foyer-remois.fr

DATE	INDICE	INTITULE	ARTICLES CONCERNES
13/11/2025	0	PGC Original	

SOMMAIRE

0) Prescriptions législatives et réglementaires en matière d'hygiène et sécurité :	4
0.1) principes généraux de prévention	4
0.2) réglementation	4
0.3) objet de plan général de coordination	5
0.4) champ d'application et durée de conservation du PGC	5
0.5) obligations du maître d'ouvrage : voie & réseaux divers	6
0.6) obligation du maître d'ouvrage : démolition	6
0.7) introduction	6
1) autorité conférée au coordonnateur SPS	7
2) catégorie de l'opération :	8
2.1) phase préparation de chantier	8
3) présentation des intervenants :	9
4) renseignements généraux :	10
5) présentation du projet :	11
5.1) description sommaire :	11
5.2) situation géographique :	11
5.3) mode de consultation :	11
5.4) mode de passation :	11
5.5) calendrier prévisionnel des travaux :	11
5.6) nombre d'entreprise & effectifs prévisionnels	11
5.7) liste des lots :	11
6) coordonnées des services publics & administratifs :	12
7) Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur :	13
8) Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé :	14
8.1) Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales :	14
8.2) Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles :	14
8.3) La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses :	14
8.4) Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres :	14
8.5) Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés :	15
8.6) L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale :	15
8.7) Les mesures prises en matière d'interactions sur le site :	15

9) Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier :	16
10) Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment :	16
10.1) Pour les opérations de construction de bâtiment, les mesures arrêtées par le maître de l'ouvrage en application de l'article R. 4533-1 :	16
10.2) Pour les opérations de génie civil, les dispositions prises par le maître d'ouvrage pour établir des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail ;	16
11) Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière :	17
12) Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants :	17
13) Article R4532-46 : - Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R. 1334-22, R. 1334-27 et R. 1334-28 du code de la santé publique sont joints au plan général de coordination :	17
14) Mesures prises au titre du D.I.U.O. :	17
15) Mesures prises dans le cadre de l'épidémie de Covid 19	17
16) Annexes	18

O/ PRESCRIPTIONS LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE APPLICABLE A L'OPERATION**0.1/ PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION**

Art L.4531-1 et L.4531-2 du code du travail : *Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur mentionné à l'article R.4216-1 à 33 doivent, tant au cours de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet que pendant la réalisation de l'ouvrage, mettre en œuvre les principes généraux de prévention énoncés aux 1° à 3° et 5° à 8° de l'article L. 4121-2*

Ces principes sont pris en compte notamment lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier, en vue de permettre la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail qui se déroulent simultanément ou successivement, de prévoir la durée de ces phases et de faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

1° Eviter les risques ;

2° Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;

3° Combattre les risques à la source ;

5° Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;

6° Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;

7° Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral, tel qu'il est défini à l'article L. 1152-1 ;

8° Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.

0.2/ REGLEMENTATION

Rappel des principaux textes relatifs à la mission de « Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé » - liste non exhaustive :

- Loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail et transposant la directive 92-57
- Décret n° 94-1159 du 26/12/94, portant application des dispositions de la loi
- Décret n° 95-607 du 6 mai 1995 modifiant le code du travail, aux fins d'application aux employeurs et travailleurs indépendants
- Décret n° 95.543 du 4 mai 1995 relatif au CISSCT
- Circulaire du 10 Avril 1996 du Ministère du Travail
- Décret n° 2003-68 du 24 Janvier 2003 relatif à la Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé
- Arrêté du 25 février 2003 relatif à la liste des travaux comportant des risques particuliers
- Arrêté du 7 mars 1995 - contenu de la déclaration préalable
- Arrêté fixant la liste des travaux présentant des risques particuliers.
- Décret du 14 octobre 1991 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens, ou subaquatiques de transport ou de distribution.

Ces dispositions concernent le maître de l'ouvrage, les architectes, B.E.T, contrôleurs techniques et toutes entreprises intervenantes sur le chantier étant entendu que chaque intervenant gardera sa propre responsabilité dans son domaine d'activité.

L'ensemble des travaux est soumis aux normes, textes et règlements en vigueur.

Il s'agit notamment :

- du code du Travail
- du code de la Construction et de l'Habitation, de l'Urbanisme
- du code de la Sécurité Sociale (CARSAT)
- de tous les textes ayant trait à l'hygiène, la sécurité, les conditions de travail, l'ergonomie des postes de travail, la main d'œuvre étrangère, etc....
- des recommandations publiées par les organismes de prévention (Inspection du Travail, CARSAT, OPPBTP, INRS).

Toutes les mesures d'organisation générale sont arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS conformément à l'article R 4532-44 du code du travail.

0.3/ OBJET DU PLAN GENERAL DE COORDINATION

Le présent PGC a pour objet la définition de l'ensemble des mesures à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse substituer après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Le PGC est remis par le Maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

L'ordre des pièces est défini dans le marché.

Chaque entreprise prendra connaissance du PGC, et en tiendra compte lors de la remise de son offre, tout en sachant que celui-ci pourra faire l'objet de modifications portées à la connaissance des entreprises en cours de chantier.

0.4/ CHAMPS D'APPLICATION ET DUREE DE CONSERVATION DU PGC

Le PGC est une pièce contractuelle signée par les entreprises. Toute modification dans la méthodologie ou l'organisation générale du chantier sera consignée dans le registre journal et diffusée aux entreprises concernées.

Le PGC tenu à jour par le Coordonnateur SPS pendant toute la durée du chantier, doit être conservé 5 années par le Maître d'Ouvrage à compter de la date de réception des travaux.

0.5/ OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE - VOIES ET RESEAUX DIVERS : POUR MEMOIRE

Si le montant des travaux excède 760 000 €, le maître d'ouvrage doit, avant toute intervention des entreprises sur le chantier prendre les mesures prévues aux articles R. 4621-1 à R. 4533 - 7 du Code du travail.

Soit avant toute intervention sur chantier prendre des mesures concernant :

- la ou les voies d'accès ;
- le raccordement à un réseau de distribution d'eau potable ;
- le raccordement à un réseau de distribution électrique ;
- l'évacuation des matières usées conformément aux règlements sanitaires.

0.6/ OBLIGATION DU MAITRE D'OUVRAGE EN CAS DE DEMOLITION :

Le Maître d'Ouvrage, avant les travaux de démolition, doit :

- Faire établir un rapport de repérage de produit et de matériaux contenant de l'amiante et du plomb avant démolition par un expert compétent. Le Maître d'Ouvrage remettra ce rapport aux entreprises chargées des démolitions.
Le fait de détenir un diagnostic amiante avant-vente n'exonère pas de réaliser un diagnostic amiante avant démolition que le premier cité soit positif ou négatif.
- Fournir à l'entreprise les documents de mise hors service des réseaux existants.
- Déterminer la nature éventuelle des produits polluants dans les cuves aériennes ou enterrées, fosses, transformateur EDF et autres organes susceptibles de polluer l'environnement, ou porter atteinte à la santé.

0.7/ INTRODUCTION

Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et protection de la Santé est élaboré en fonction des éléments suivants :

- Visite des lieux en date du : 19 février 2024
- Dossier DCE (plans et CCTP) en date de : octobre 2025

1/ AUTORITE CONFEREE AU COORDONNATEUR SPS

Le Maître d'Ouvrage confère au Coordonnateur SPS autorité pour faire appliquer l'ensemble des mesures relatives à la sécurité, à la santé et aux conditions de travail définies dans le PGC.

Le Coordonnateur a autorité pour arrêter des postes de travail, voire un arrêt total de chantier, en cas de risques de Danger grave et imminent.

Inscription sera faite dans le registre journal.

Les observations formulées sur le registre journal par le Coordonnateur SPS, seront transmises aux entreprises concernées pour exécution, au Maître d'œuvre pour organisation et au maître d'ouvrage pour information.

En cas d'accident, ou d'incident sur le chantier, les entreprises seront tenues d'informer le Coordonnateur SPS, le maître d'œuvre d'exécution, ainsi que les organismes de prévention (IT, CARSAT, OPPBTP, etc.).

Les entreprises intervenantes doivent informer le Coordonnateur SPS des visites ou des courriers qu'ils pourraient recevoir des organismes de prévention, concernant des recommandations, des avertissements, des injonctions ou des mises en demeure.

Conformément aux dispositions de l'article L 4532-6, l'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

2/ CATEGORIE DE L'OPERATION

- L'opération est classée en 2^{ème} Catégorie au sens de l'article R 4532-1 du Code du Travail. Son volume est supérieur à 500 hommes/jour et inférieur à 10 000 hommes/jour.
- Calcul : 12 mois x 21 jours ouvrés x 8 salariés en moyenne = 2016 hommes/jour.

2.1/ PHASE DE PREPARATION DE CHANTIER

a) Dès qu'elles en ont connaissance, les entreprises titulaires de lot, communiqueront au coordonnateur sécurité les éléments suivants :

- ✓ Les noms et adresses des entreprises sous-traitantes
- ✓ La date approximative d'intervention de chaque sous-traitant
- ✓ L'effectif prévisible par entreprise des travailleurs affectés au chantier

b) Chaque entreprise réalisant des travaux (entreprises titulaires de lots et sous-traitants) doit rédiger un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S) avant de démarrer toute intervention sur le chantier Art. L 4532-9.

c) Préalablement à l'élaboration du PPSPS et à toute intervention, chaque entreprise (entreprise titulaire de lot ou sous-traitant) contactera le CSPS pour prendre rendez-vous 15 jours avant et procèdera à une inspection commune du chantier en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer.

Cette inspection commune aura lieu avant la diffusion définitive du P.P.S.P.S, de manière à intégrer éventuellement dans ce document, les consignes résultant de l'inspection, ainsi que les aménagements résultant de l'harmonisation des différents P.P.S.P.S.

d) Chaque entreprise diffusera un exemplaire de son P.P.S.P.S au coordonnateur de sécurité.

Les entreprises réalisant des travaux présentant des risques particuliers tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article L 4532-8 du Code du Travail procéderont en supplément à une diffusion du P.P.S.P.S aux organismes officiels administratifs de prévention dont la liste est donnée au chapitre 1 de ce document.

3/ PRESENTATION DES INTERVENANTS

Maître d'ouvrage	LE FOYER REMOIS 8 rue Lanson 51100 REIMS	☎ 03 26 89 69 53 ✉ s.abdiche@foyer-remois.fr
Maître d'œuvre	GEOFFROY Architecte 3, rue Voltaire 51100 REIMS	☎ 03 26 02 95 91 ✉ agence@geoffroyarchitectes.com
Bureau de contrôle	DEKRA Industrial SAS 54, rue Saint Léonard 51100 - REIMS	☎ 06 16 01 54 54 ✉
Coordonnateur SPS Conception	JM Prévention 4, rue, de la Varenne 55000 - VARNEY	☎ : 06 16 27 14 91 ✉ jmf@jmplprevention.fr
Coordonnateur SPS Réalisation	JM Prévention 4, rue, de la Varenne 55000 - VARNEY	☎ : 06 16 27 14 91 ✉ jmf@jmplprevention.fr

4/ RENSEIGNEMENTS GENERAUX

Déclaration de travaux	Permis de Construire	
Déclaration préalable aux organismes de Prévention	En cours	

5/ PRESENTATION DU PROJET**5.1/ DESCRIPTION SOMMAIRE**

Le projet consiste en la réhabilitation d'un bâtiment existant en 5 logements et la construction de 4 maisons.

5.2/ SITUATION GEOGRAPHIQUE - ACCES AU SITE

L'ouvrage à réaliser est situé dans la commune de REIMS
75/77, rue Paul Vaillant Couturier d'où se fera l'accès au chantier.

5.3/ MODE DE CONSULTATION

Appel d'offres

5.4/ MODE DE PASSATION

Lots séparés

5.5/ CALENDRIER PREVISIONNEL DES TRAVAUX

Le calendrier général des travaux prévoit un délai d'exécution d'environ 12 mois compris période de préparation.

Le démarrage des travaux est prévu au 1^{er} trimestre 2026.

5.6/ NOMBRE D'ENTREPRISES - PREVISION D'EFFECTIF

Le nombre d'entreprises intervenantes y compris les sous-traitants est estimé à 16.

La prévision des effectifs en période de pointe est estimée à 12 personnes.

5.7/ LISTE PREVISIONNELLE DES LOTS

- Lot 01 espaces extérieurs - VRD
- Lot 02 terrassement - gros œuvre
- Lot 03 charpente bois
- Lot 04 couverture - bardage
- Lot 05 menuiseries extérieures aluminium - métallerie serrurerie
- Lot 06 menuiseries intérieures - cloisons - isolation - faux plafond
- Lot 07 plomberie - sanitaire - chauffage - VMC
- Lot 08 électricité
- Lot 09 finitions
- Lot 10 ravalements

6/ COORDONNEES DES SERVICES PUBLICS ET ADMINISTRATIFS

Service d'urgence	SAMU Urgence Internationale	☎ : 15 ☎ : 112
Pompiers		☎ : 18
Police - Gendarmerie		☎ : 17
DRTEFP (Inspection du travail)	5 rue Gaston Boyer 51100 REIMS	☎ : 03 26 69 57 88 ✉ :
CARSAT	1, rue de l'Arbalète 51100 REIMS	☎ : 03 26 86 39 60 ✉ :
OPPBTP	16 Rue Gabriel Voisin 51100 REIMS	☎ : 03 26 47 36 40 ✉ :

7) Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur :

L'organisation générale du chantier a été arrêtée par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS ; elle est conçue pour éviter, les interférences dans l'espace et le temps.

Planning :

Le Maître d'œuvre d'exécution établira un planning détaillé tout corps d'état qui évite au mieux, toute coactivité des entreprises. Cette pièce intégrera les spécificités méthodologiques du PGC. Ce Planning TCE élaboré par le maître d'œuvre d'exécution en début de chantier sera remis pour avis au coordonnateur SPS et sera affiché en salle de réunion.

Des réunions de coordination entre le Maître d'œuvre, le Coordonnateur de sécurité et les entrepreneurs titulaires d'une commande pourront être prévues pour examiner les éventuelles mesures correctives à apporter aux dispositions initiales, en fonction du déroulement des travaux.

Le périmètre du chantier doit être clos et indépendant, pendant toute la durée des travaux.

A ce titre, une clé des locaux sous forme de passe sera remise à chaque entreprise titulaire contractante. L'entreprise fera son affaire de l'accès de ses sous-traitants éventuels.

Aucun stockage ne sera autorisé sur le domaine public.

Contrôle des accès :

Chaque entreprise tiendra à jour une liste du personnel présent sur le chantier.

Cette liste sera complétée pour chaque nouveau arrivant sur le site.

Le personnel ne figurant pas sur cette liste devra quitter le chantier.

Le maître d'œuvre d'exécution et le CSPS veilleront à l'application de ces mesures.

Chaque entreprise intervenant sur le chantier est responsable de la sécurité des personnes intervenant pour son compte (Bureau de contrôle, bureau d'étude, loueurs, livreurs, dépanneurs, etc.) ; Les entreprises devront leur communiquer les consignes de sécurité relatives au chantier.

Chaque salarié devra être titulaire de la carte professionnelle du BTP.

8) Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé :**8.1) Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales :**

Les entreprises veilleront à maintenir constamment le chantier en parfait état de propreté pour limiter le risque de chute de plain-pied.

Le lot 1 VRD réalisera la plateforme des parkings avant l'intervention du Gros œuvre pour aménagement d'une zone de stockage.

Le lot 2 gros œuvre réalisera dès que possible un accès de chantier piétons aux deux pavillons du fond.

8.2) Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne la limitation du recours aux manutentions manuelles :

En application de l'article **Article R4541-9 du code du travail** lorsque le recours à la manutention manuelle est inévitable et que les aides mécaniques prévues au 2° de l'article R. 4541-5 ne peuvent pas être mises en œuvre, un travailleur ne peut être admis à porter d'une façon habituelle des charges supérieures à 55 kilogrammes qu'à condition d'y avoir été reconnu apte par le médecin du travail, sans que ces charges puissent être supérieures à 105 kilogrammes. Toutefois, les femmes ne sont pas autorisées à porter des charges supérieures à 25 kilogrammes ou à transporter des charges à l'aide d'une brouette supérieures à 40 kilogrammes, brouette comprise

A ce titre, Les matériaux seront livrés sur la zone de déchargement prévue dans l'enceinte de la clôture de chantier et amener à pied d'œuvre au moyen de matériel adapté (tire palettes, diables, etc.).

8.3) La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses :

Aucun produit dangereux ne sera stocké dans les bâtiments.

8.4) Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres :

Chaque entreprise doit tenir propre ses zones de travail et s'assurer que les déchets générés par ses activités sont stockés, transportés et éliminés conformément à la réglementation en vigueur de manière à ne pas générer de nuisances pour l'environnement. Le mode d'élimination par valorisation ou recyclage sera recherché en priorité.

En cas de défaillance d'une ou des entreprises identifiées par le Maître d'œuvre, le Maître d'Ouvrage ou le Coordonnateur, le nettoyage sera exécuté aux frais exclusifs des entreprises défaillantes, par une entreprise désignée par le Maître d'œuvre.

L'entreprise indiquera dans son PPSPS les conditions de ramassage et d'évacuation des déchets d'emballage.

Chaque entreprise est chargée de l'évacuation de ses propres déchets.

Les poubelles mises en place pour les réfectoires seront évacuées chaque jour à charge du lot gros œuvre.

8.5) Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés :

L'entreprise utilisant des produits polluants ou toxiques évacuera ses propres déchets vers une décharge agréée.

Les contenants des produits toxiques (colles, peinture, etc.), porteront l'étiquetage des précautions à prendre.

8.6) L'utilisation des protections collectives et de l'installation électrique générale :**Installation électrique de chantier :**

Toutes les installations électriques seront conformes à la réglementation en vigueur à la date des travaux. Elles seront contrôlées par un organisme agréé :

- Au début du chantier (coffret de chantier à charge du lot gros œuvre pour alimenter le chantier et la base vie).
- A chaque modification ou extension (arrivée du second œuvre à charge électricien).

Alimentation en eau pour le chantier :

Le branchement de chantier est à la charge de l'entreprise du lot 7 plomberie.

La consommation en eau est à la charge du compte prorata.

Protections collectives :

Les protections collectives seront prises en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle conformément au 8^{ème} article des principes généraux de prévention.

Les travaux de couverture seront protégés par un échafaudage de pied périphérique. Le couvreur lot 4 décrira son mode opératoire dans le PPSPS.

L'entreprise chargée du lot N° 10 décrira son mode opératoire pour le ravalement des façades dans le PPSPS. Elle le fera valider par le maître d'œuvre sur avis du CSPS.

L'entreprise chargée du lot N° 5 décrira son mode opératoire pour le bardage des façades dans le PPSPS. Elle le fera valider par le maître d'œuvre sur avis du CSPS.

L'entreprise chargée du lot n°1 gros œuvre aura la charge de toutes les protections collectives horizontales et verticales pour les travaux dans les bâtiments. En particulier la mise en place d'un garde-corps provisoire sur l'escalier du bâtiment collectif. Toutes les trémies horizontales seront obturées.

Jusqu'à la pose de l'escalier définitif, au droit de chaque trémie le lot 1 gros œuvre doit pour chaque maison, la fourniture, la pose et la maintenance d'un escalier provisoire de chantier et un garde-corps provisoire autant que de nécessaire.

Le Code du travail indique qu'«il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif » (article R. 4323-63).

Les entreprises utiliseront donc en priorité des matériels agréés tels que PIRL, échafaudages roulants ou fixes ou tout autre moyen équivalent.

8.7) Les mesures prises en matière d'interactions sur le site :

Le stationnement des véhicules des entreprises se fera à l'extérieur du chantier. Tous les frais de stationnement et les demandes d'autorisations sont à la charge des entreprises.

Le chantier étant situé au voisinage d'habitations, chaque entreprise devra veiller au respect des règles de stationnement de tous véhicules lui appartenant ou travaillant à son service.

9) Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier :

Si nécessaire, une zone de déchargement sera mise en place le long du bâtiment collectif. Elle devra être libérée dès la fin des déchargements et ne pourra en aucun cas être utilisée comme une place de stationnement.

Le maître d'œuvre d'exécution veillera à l'organisation de cette prestation en concertation avec le Coordonnateur SPS.

Bruits de chantier :

La proximité de locaux d'habitation conduit à limiter l'importance de l'ensemble des bruits (décibels) conformément à la législation en vigueur.

Le bruit émis par les équipements du poste de travail est pris en compte lors de l'aménagement du poste de façon, en particulier, à ne pas perturber l'attention et l'audition (selon Article R4542-15).

Les entreprises devront retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, il faudra prévoir d'autres solutions d'insonorisation :

- Réduction du bruit à la source
- Encoffrement de la source
- Suspension anti-vibratile
- Eloignement des machines
- Protection individuelle

Les employeurs doivent mettre à disposition de leurs personnels exposés à un niveau de bruit supérieur à 85 dB des protections individuelles auditives adapté.

10) Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant :

Le nettoyage des locaux sanitaires mis à disposition est à la charge de l'entreprise titulaire du lot N°1 gros œuvre.

En cas de défaillance, le maître d'œuvre désignera une entreprise extérieure de nettoyage aux frais de l'entreprises concernée.

10.1) Pour les opérations de construction de bâtiment, les mesures arrêtées par le maître de l'ouvrage en application de l'article R. 4533-1 : sans objet

10.2) les dispositions prises par le maître d'ouvrage pour établir des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail ;

La base vie est à la charge du lot 1 gros œuvre.

Il conviendra d'installer un ou des locaux pouvant servir de vestiaires/réfectoires et à la tenue des réunions de chantier. Ils seront correctement éclairés et chauffés.

Un local à usage de sanitaire sera aménagé. Il comprendra un lavabo, un WC et un urinoir.

La porte sera condamnable.

L'entreprise du lot n°1 gros œuvre est en charge de l'entretien de ces locaux et de l'approvisionnement en consommables.

11) Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière :

Le point d'accueil des secours se fera par l'accès principal, 75/77, rue Paul Vaillant Couturier et sera précisé sur le Plan d'installation de chantier à la charge du lot gros œuvre.

Le nombre de secouristes du travail présents sur site ne pourra pas être inférieur à la réglementation en vigueur.

La liste des secouristes de chaque entreprise sera annexée au PPSPS.

Chaque entreprise disposera d'une trousse de premier secours.

12) Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants :

Chaque entreprise devra prendre connaissance des pièces marché de chaque lot, connaître les limites de son intervention et le délai des travaux qu'elle doit réaliser.

A cet effet un compte rendu hebdomadaire de chantier sera réalisé par le Maître d'œuvre d'exécution et diffusé à toutes les entreprises.

Les comptes rendus de visite de chantier du coordonnateur SPS seront diffusés à l'ensemble des intervenants.

13) la recherche d'amiante et de plomb :

Article R4532-46 :

- Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R. 1334-22, R. 1334-27 et R. 1334-28 du code de la santé publique sont joints au plan général de coordination :

Le maître d'ouvrage doit faire établir un diagnostic de repérage avant travaux de recherches des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante pour tous les bâtiments dont le permis de construire est antérieur au 1^{er} juillet 1997.

Le maître d'ouvrage fait retirer l'amiante avant le début des travaux dans le bâtiment collectif. Il ne restera pas d'amiante pour la réalisation des travaux.

14) Mesures prises au titre du D.I.U.O.

Les interventions à proximité des installations électriques sera faite par du personnel habilité.
Les travaux en hauteur se feront au moyen de matériel réglementaire.

Travaux en façades ou en toiture :

Intervention de courte durée : nacelle.

Intervention de longue durée : échafaudage de pied.

Travaux sur Groupe VMC :

Trappe d'accès aux combles perdus pour les pavillons.

Dans un grenier pour le bâtiment collectif.

15) Mesures prises au titre de la pandémie Covid 19

En cas de recrudescence de l'épidémie, chaque entreprise devra se conformer au guide de l'OPPBTP en la matière à la date des travaux.

16) Annexes

ANNEXE 1 : en cas d'accident

ANNEXE 2 : D.O.H.L.

ANNEXE 3 : cantonnement - locaux d'hygiène.

ANNEXE 1



Annexe 2

En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18
Pompiers

112
Centre d'appels secours

15
Samu

et dites...

- 1 Ici chantier**
 À (commune ou arrondissement)
 N° Rue
 en face de
 Téléphone
- 2 Précisez la nature de l'accident...**
 (Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...)
 ... et la position du blessé (par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...)
 ... et s'il y a nécessité de dégagement.
- 3 Signalez le nombre de blessés et leur état**
 Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.
- 4 Décrivez l'intervention du secouriste**
 Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...
- 5 Fixez un point de rendez-vous** et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.
- 6 Faites répéter le message.** Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant **leurs noms doit être affichée sur le chantier**. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou sur leur tenue de travail.



ANNEXE 02

Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité

Annexe 2 du P.G.C.S.P.S.

Rénovation d'un bâtiment à REIMS

CSPS	JM Prévention	
Mise à jour	Date de modification	Eléments modifiés

Partie à remplir par le CSPS			
Adresse du chantier		Coordonnées GPS	
78/77, rue Paul Vaillant Couturier à 51100 REIMS			
Contraintes et horaires de livraison Voir article 9 du PGC		Moyens mutualisés de levage et de manutention - cf. PGC	
Autres renseignements utiles		Quai de déchargement	non

Partie à renseigner par l'entreprise de BTP			
Nom de l'entreprise		Adresse du siège	
Nom du réceptionnaire		Coordonnées du réceptionnaire	
Plage et horaires de livraison :			
Présence d'un chef de manœuvre		oui	non
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion		Distance en m : Hauteur en m :	Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant) :
Appareil de levage utilisé pour l'opération		Grue de chargement : <input type="checkbox"/> Appareil propre au chantier : <input type="checkbox"/> Appareil à la charge du fournisseur : <input type="checkbox"/>	Type de matériel :
Autres renseignements utiles :			

ANNEXE 3

14-06-2001 15:41 DE CRAMIF 77

A 0169331821

0164371234

ANNEXE 1

CANTONNEMENT LOCAUX D'HYGIENE



*Quelques
dimensionnels
paramètres*

SANITAIRES

pour 20 personnes maxi comprenant : - 1 WC + 1 ou 2 urinoirs

- 1 douche
- 4 robinetteries mélangeuses

- LAVABOS : mélangeurs individuels espacés de 0,70 m mini.
- W.C : dimensions mini 0,80 m x 1,10 m - hauteur 2 m.
- 1 robinet - 1 extracteur
- DOUCHE (dimensions minimum cabine de douche 1 m x 0,80 m)
 - ⇒ munie d'une ou deux portes dont une donne, si possible, directement dans les vestiaires
 - ⇒ dimensions minimum receveur : 0,80 m x 0,80 m
 - ⇒ mélangeur
 - ⇒ cabine de déshabillage : mini 1 m x 0,80 m.
 - ⇒ chauffage spécifique.
 - ⇒ extracteur.

REFECTOIRE

Surface minimum par personne 1,5 m²

- TABLE, CHAISES, ...
- EVIER : eau chaude et froide.)
- 2 PLAQUES ELECTRIQUES.) ou kitchenette
- 1 REFRIGERATEUR.)

VESTIAIRES

Surface minimum par personne 1,25 m²

- une rangée d'armoires double compartiments.
- en vis à vis des patères et des bancs.

REMARQUES GENERALES

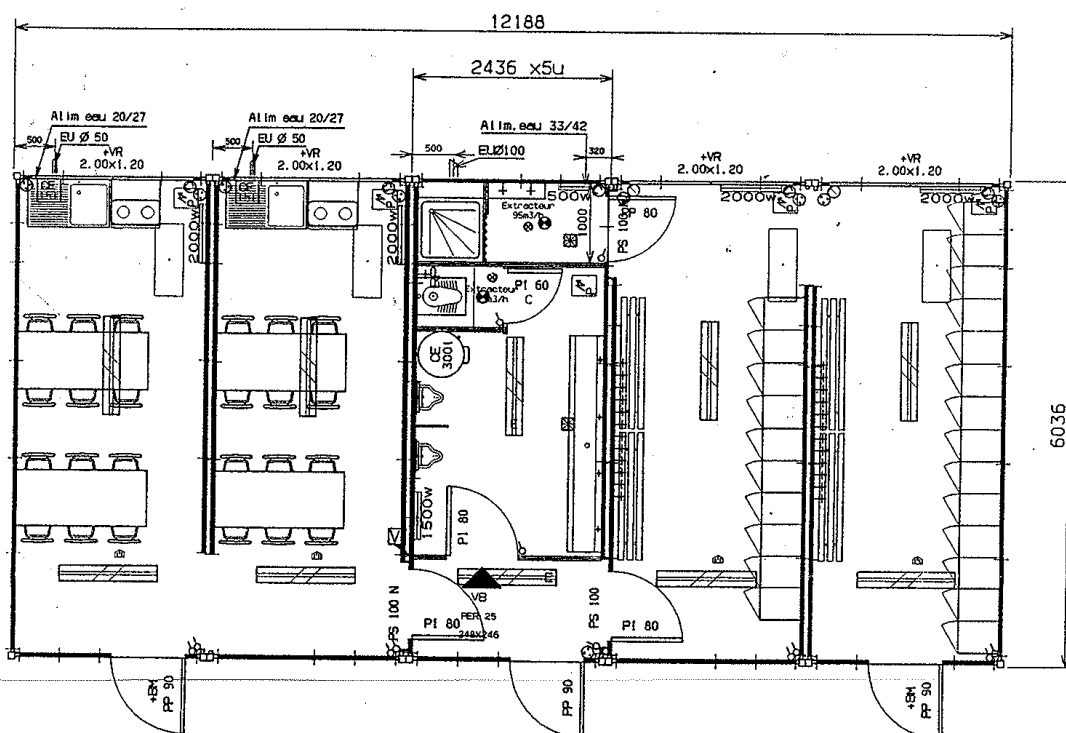
- Fenêtres donnant sur l'extérieur.
- Locaux chauffés.
- Couloirs intérieurs.
- Ventilation mécanique.
- Les appareils sanitaires seront siphonnés.
- Ballon d'eau chaude 300 l mini.



Mars 2000

ANNEXE 3

ANNEXE 1.1



Alim eau en attente sur vanne M
à 25cm du plancher (+réducteur de pression)

Puissance électrique Kw (Ph+N+T)
en attente sur disj Vigl 30mA

AFSI
AFAI
SFS#
SFA#